

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 22/3 (1995)

DOI: 10.11588/fr.1995.3.59606

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

prise du pouvoir, les assassinats et exactions commis lors de la nuit de cristal ou les meurtres perpétrés sous le couvert de l'euthanasie. Au début des années cinquante, ces restrictions furent certes levées, mais la justice allemande ne fut pas pour autant autorisée à rouvrir des procès clos par les Alliés, ce qui permit à un certain nombre de responsables d'échapper à des condamnations plus en rapport avec la gravité de leurs actes. Et si les procédures entamées par l'Office de Ludwigsburg furent souvent excessivement lentes et les condamnations prononcées parfois dérisoires, cela tenait moins à la mauvaise volonté des juges qu'à la complexité de la machine juridique et à la nécessité de rassembler des preuves suffisantes: les incertitudes des témoins, les archives défailantes, la complexité de la machinerie terroriste nazie, tous ces éléments ont effectivement entravé la marche de la justice. Reste que le souci de dénoncer les excès de la thèse du refoulement ne doit pas pour autant conduire à minimiser les attermoissements et les réticences, au début des années cinquante, d'une justice allemande très imparfaitement dénazifiée. Sur ce thème, les développements restent bien succincts.

Un second point de l'analyse soulève la critique: l'ambition de Christa Hoffmann est en effet de tirer des enseignements des aléas et des manquements de la première maîtrise du passé afin de faciliter la mise en œuvre de la seconde, celle du passé est-allemand. Une intention qui répond autant à des impératifs moraux et idéologiques qu'à une simple motivation scientifique et dont le postulat est la mise sur le même plan des régimes est-allemand et nazi, présentés ici comme deux émanations du totalitarisme. Il n'est certes pas question de nier le caractère oppressif, antidémocratique et à bien des égards totalitaire de la dictature est-allemande, une réalité souvent pudiquement minimisée dans l'euphorie de l'Ostpolitik. De même, il ne fait aucun doute que la comparaison est un élément incontournable de la réflexion historique sur les phénomènes dictatoriaux et totalitaires. Mais la démarche de l'auteur, qui trace un parallèle très étroit entre les crimes commis par les nazis et les forfaits perpétrés par le SED, nous semble par trop schématique. L'appel à ne pas occulter la réalité des crimes communistes, en soi tout à fait louable et compréhensible, ne risque-t-il pas de déboucher sur la relativisation des crimes nazis? Car si l'on s'en tient aux analyses de Christa Hoffmann, rien ne permet de distinguer véritablement les atteintes aux droits de l'homme dont s'est rendu responsable le régime est-allemand de la politique d'extermination mise en œuvre par le nazisme: à la lumière d'un comparatisme très primitif, tout se passe comme si le génocide et le *Schießbefehl* des garde-frontières de RDA étaient en définitive deux manifestations similaires du terrorisme totalitaire. De quoi plonger le lecteur dans un malaise certain.

Jean SOLCHANY, Lyon

Manfred KITTEL, Die Legende von der »Zweiten Schuld«. Vergangenheitsbewältigung in der Ära Adenauer, Frankfurt/M. (Ullstein) 1993, 480 p.

Consacrée à la »maîtrise du passé« (Vergangenheitsbewältigung) dans l'Allemagne d'Adenauer, l'étude de Kittel mérite doublement notre attention; d'une part par le regard novateur qu'elle offre sur la mémoire du nazisme, d'autre part par son caractère polémique et certaines de ses considérations, pour le moins problématiques. S'il dénonce avec justesse les simplismes de la théorie du refoulement en prenant explicitement le contre-pied de Ralph Giordano<sup>1</sup>, l'auteur s'aventure en effet sur des terrains beaucoup moins solides lorsqu'il analyse le tournant fondamental que constituent selon lui les années 1959 et 1960. A cette date, la »machinerie de la maîtrise du passé« (Bewältigungsmaschinerie) se serait emballée, donnant naissance à une véritable »mentalité de contrition« (Zerknirschungsmentalität), jugée préjudiciable au destin politique de l'Allemagne.

1 Ralph GIORDANO, Die zweite Schuld oder von der Last Deutscher zu sein, Hambourg 1987.



Ce complexe de culpabilité hypertrophié aurait dissipé les derniers résidus du sentiment national allemand dans une grande partie des médias qui orientent l'opinion. Par ailleurs, taraudés par une mauvaise conscience mal placée, bien des Allemands auraient fait montre d'une indulgence coupable à l'égard de la RDA, considérée non plus comme l'ennemi totalitaire, mais comme un partenaire résultant de la division allemande, elle-même analysée comme la juste punition de la faute allemande. Au succès de la maîtrise du passé nazi s'opposerait donc le refoulement du passé communiste au lendemain de la chute du mur: »Le NSDAP et ses successeurs tels que le SRP (Sozialistische Reichspartei) furent logiquement interdits; le PDS en revanche put faire son entrée, en 1990, dans le premier Bundestag de l'Allemagne unie«<sup>2</sup>. La totalité de l'histoire allemande des trente dernières années semble ainsi se réduire à l'impact d'un seul et unique phénomène, à savoir une maîtrise du passé qui serait sortie de ses gonds. Manfred Kittel critique notamment les mutations de l'historiographie, accusée de réduire »dix siècles d'histoire allemande à la préhistoire du nazisme«<sup>3</sup>. Il regrette par ailleurs la minoration du rôle néfaste joué par les communistes qui, selon lui, sont tout autant responsables que les nazis de la chute de Weimar. Les attaques, jugées injustifiées, dont furent victimes Ernst Nolte ou Andreas Hillgruber lors de la querelle des historiens, sont également portées au compte des dérèglements de la maîtrise du passé. Au terme de son analyse, Kittel se livre à un éloge appuyé de l'Allemagne d'Adenauer, qui seule a su, selon lui, conjurer la terrible crise identitaire du peuple allemand consécutive à l'écroulement du nazisme, grâce au consensus établi contre le totalitarisme.

A la lecture de cette étude, qui ne parvient pas toujours à établir une ligne de partage nette entre le travail scientifique et le pamphlet idéologique, l'enjeu souhaitable de la »maîtrise du passé« ne semble donc plus être la mémoire de six millions d'êtres humains exterminés au nom d'une idéologie raciste, mais le simple recentrage identitaire d'une nation déstabilisée par l'écroulement de 1945. Il n'est pas tout à fait surprenant de retrouver là des préoccupations qui étaient déjà celles des protagonistes conservateurs de la querelle des historiens, eux aussi à la recherche d'une nouvelle identité allemande.

Ces réflexions critiques ne doivent pas conduire à négliger les apports novateurs de l'étude de Kittel. A partir de l'analyse de la presse et des débats parlementaires, l'auteur restitue toute l'épaisseur d'une maîtrise du passé aux multiples facettes, qu'il paraît difficile de réduire à un simple processus de refoulement du passé nazi. Certes, ce constat est à formuler avec prudence. Il convient en effet de souligner le poids d'un passé particulièrement proche et dérangeant. La décennie est émaillée par de nombreux scandales qui révèlent la présence dans différentes administrations de personnes compromises sous le nazisme. C'est dans la police et la justice que les continuités se sont révélées les plus dramatiques et les plus insupportables. L'étude fouillée de Kittel permet également de suivre les multiples affaires qui mettent en cause des responsables politiques, non seulement à l'échelle nationale, mais également au niveau régional et communal. Enfin, les propos antisémites des petites formations politiques qui composèrent un temps la droite et l'extrême-droite de l'échiquier politique ouest-allemand, les réticences d'une partie de la CDU face à l'ampleur des sommes allouées à l'indemnisation des victimes du génocide (Wiedergutmachung) ou encore le refus de nombreux Allemands de reconnaître pleinement la signification de la résistance contre le nazisme constituent d'autres indices d'une insuffisante prise de conscience de la réalité criminelle du nazisme et de son idéologie au sein d'une partie de la population allemande. Bien des réfugiés de l'Est ou d'anciens fonctionnaires destitués au lendemain de 1945 ont tendance à relativiser les crimes nazis au regard des malheurs qui les ont frappés à la suite de la guerre et de la dénazification. Plus largement, l'essoufflement, au début des années cinquante, des poursuites menées à l'encontre des criminels nazis révèle une indéniable tendance à l'oubli et à la normalisation.

2 Manfred KITTEL, *op. cit.*, p. 383.

3 *Ibid.*, p. 337.



Mais l'existence même des scandales suscités par le passé de fonctionnaires ou de politiciens soupçonnés, parfois à tort mais le plus souvent à raison, de s'être lourdement compromis sous le nazisme témoigne de l'importance acquise par le passé nazi dans la vie politique allemande. Les profanations répétées de cimetières juifs sont l'occasion d'autant de manifestations de protestation et d'indignation. La crainte d'un »retour aux affaires« d'hommes ayant joué un rôle important dans le régime hitlérien mobilise une part toujours croissante d'une opinion qui s'émeut également des propos parfois ambigus tenus par d'anciens chefs militaires, notamment des Waffen-SS, placés à la tête de très actives associations d'anciens combattants. Il est donc compréhensible que la renaissance de l'armée allemande ait soulevé de nombreuses polémiques, de même que la création d'une commission chargée de sélectionner les futurs officiers de la Bundeswehr. Le soin apporté à la constitution de ce Personalgutachterausschuss, la présence en son sein de personnalités au dessus de tout soupçon, la sévérité assez marquée dont il fit preuve dans l'accomplissement de ses fonctions révèlent que le passé nazi, loin d'être refoulé, est au centre des préoccupations. Certes, bien des revues de l'immédiat après-guerre ont disparu, mais la volonté de remise en cause qui les animait ne s'est pas pour autant envolée; elle demeure présente, notamment au sein des radios régionales créées au lendemain de 1945. Là, de même que dans des revues telles que le *Spiegel*, il ne saurait être question d'oubli ou de refoulement; bien au contraire, c'est le souci constant de »débusquer« les personnalités compromises ou de dénoncer les dangers d'une éventuelle renazification de la société allemande qui domine. De plus, il ne faut pas négliger l'activité de l'Institut d'histoire contemporaine (Institut für Zeitgeschichte) de Munich, ni celle de l'Office fédéral pour la formation politique (Bundeszentrale für politische Bildung). Enfin, au-delà des médias et des milieux intellectuels, l'opinion manifeste parfois directement son intérêt et son émotion face à l'ampleur des crimes nazis. En 1957, le journal d'Anne Frank, mis en scène dans de nombreux théâtres et vendu pour la première fois en édition de poche, rencontre un écho considérable. La seconde moitié des années cinquante marque également une nouvelle étape dans la mise en évidence du caractère criminel du nazisme. Les témoignages des derniers prisonniers de guerre allemands, de retour de leur captivité en URSS, relancent en effet les débats sur l'ampleur des atrocités commises lors de la campagne de Russie et la création, en 1958, de l'Office central de recherche sur les crimes nazis (Zentrale Stelle zur Aufklärung der NS-Verbrechen), à Ludwigsburg, annonce une nouvelle phase, avec des moyens considérablement accrus, dans la mise en accusation des criminels contre l'humanité.

A égale distance du refoulement ou de la »maîtrise du passé« exemplaire, les scandales et les controverses des années cinquante restituent en définitive les difficultés concrètes du jeune Etat fédéral ouest-allemand, confronté au redoutable problème de l'intégration dans le nouvel ordre démocratique de la fraction de la population allemande encore sensible, sinon à l'idéologie nazie proprement dite, du moins au souvenir du »bon temps« des années 1933–1939.

Jean SOLCHANY, Lyon

Christiane GROSSER, Thomas GROSSER, Rita MÜLLER, Sylvia SCHRAUT, Flüchtlingsfrage – das Zeitproblem. Amerikanische Besatzungspolitik, deutsche Verwaltung und die Flüchtlinge in Württemberg-Baden 1945–1949, Mannheim (Institut für Landeskunde und Regionalforschung) 1993, IX–271 p. (Südwestdeutsche Schriften, 14).

Cet ouvrage collectif, publié dans la collection de l'Institut für Landeskunde und Regionalforschung de l'Université de Mannheim, regroupe six études traitant du problème des réfugiés et expulsés en Wurtemberg-Bade de 1945 à 1949, précédées d'une excellente introduction de deux des auteurs. Thomas GROSSER et Sylvia SCHRAUT y dressent un état de la recherche. Après l'avoir négligé au cours des années 60 et 70, les études ont renoué, au début des années 80, avec le problème de la politique menée à l'égard des Allemands transférés, et de